

# RISQUES LIÉS À L'AUGMENTATION DE L'ACCAPAREMENT SYSTÉMIQUE PAR LES ENTREPRISES DE L'AGROBUSINESS FACILITÉE PAR LE SOMMET DES NATIONS UNIES SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES (UNFSS) ET SON PROCESSUS DE SUIVI

Ce document a été rédigé par le Groupe de Liaison, ancré au sein du [Mécanisme de la Société Civile et des Peuples Autochtones \(MSCPA\)](#) pour les relations avec le Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA), sur la base des contributions fournies dans le cadre du processus de contre-mobilisation mondiale [Réponse Autonome des Peuples au Sommet des Systèmes Alimentaires des Nations Unies](#). Les commentaires et les informations supplémentaires à ce document sont les bienvenus car ce dernier se veut un document et une analyse ouvert et participatif.

Pour de plus amples informations sur l'influence des entreprises sur le Sommet UNFSS, veuillez consulter le rapport de recherche, les infographies et les illustrations « [Exposer l'emprise des entreprises sur le Sommet UNFSS par le biais du multipartenariat](#) ».

L'objectif de ce document est de présenter une vue d'ensemble pour alerter et sensibiliser sur les risques que le Sommet des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaires (UNFSS) et ses suites font peser sur la gouvernance alimentaire mondiale, ainsi que sur la transformation locale et nationale de nos systèmes alimentaires, gouvernance basée sur la démocratie et les droits humains. Bien que plusieurs des dynamiques identifiées dans ce document étaient déjà en cours avant le Sommet UNFSS, le processus du Sommet UNFSS et ses suites en ont encore intensifié les effets.

## I. CONTEXTUALISER LE SOMMET DES NATIONS UNIES SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DANS LA GOUVERNANCE ALIMENTAIRE MONDIALE<sup>1</sup>

### L'histoire de la gouvernance alimentaire mondiale et son incapacité à s'attaquer de manière adéquate aux causes de la faim

La gouvernance alimentaire mondiale fait référence aux décisions concernant l'alimentation qui sont prises et mises en œuvre au niveau mondial, comment, où et par qui. Mais la gouvernance alimentaire se caractérise par une divergence de vues. D'un côté, il y a la lutte permanente pour reconnaître l'alimentation comme un droit humain qui doit être respecté par tous. D'autre part, il existe une forte pression pour traiter l'alimentation comme un bien marchand ou une marchandise, une approche qui, malheureusement, est dominante dans de nombreux pays et institutions internationales.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, la gouvernance alimentaire a été façonnée de manière significative par la tendance à externaliser la responsabilité publique vers les marchés et les entreprises, au détriment de la majorité de la population mondiale et de l'environnement. En outre, les politiques néolibérales introduites à partir des années 1970 ont réduit la marge de manœuvre des gouvernements des pays « en développement », tout en ouvrant leurs marchés intérieurs au capital transnational et en exposant leurs petits producteurs à la concurrence déloyale des produits agricoles et alimentaires subventionnés des pays riches. L'expansion

La gouvernance alimentaire mondiale fait référence aux décisions concernant l'alimentation qui sont prises et mises en œuvre au niveau mondial, comment, où et par qui.

du commerce mondial et le renforcement des règles du commerce agricole par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont favorisé la production agricole industrielle à grande échelle au détriment des droits humains et des considérations environnementales, et ont permis aux entreprises agroalimentaires de gagner en influence dans l'élaboration des politiques mondiales.

Cette vision axée sur le productivisme, associée aux intérêts commerciaux de puissants acteurs politiques et économiques, ont abouti à une focalisation sur les chaînes de valeur comme étant l'élément devant être fait gouverné, favorisant davantage la perspective de l'alimentation vue comme une marchandise plutôt que comme un droit humain. Cette orientation continue de régulièrement faire surface dans les moments de crise malgré son inadéquation évidente, comme on l'a vu, par

De plus amples informations sur l'histoire de la gouvernance alimentaire mondiale et du Sommet UNFSS sont disponibles dans Canfield, M., Anderson, M. D., & McMichael, P. (2021) - [Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires 2021 : Démantèlement de la démocratie et réinitialisation du contrôle des entreprises sur les systèmes alimentaires](#). *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 5, 103. (en anglais)

exemple, avec les impacts de la pandémie de COVID-19<sup>2</sup>.

Il est clair que les réponses des institutions s'attaquant à la gouvernance alimentaire n'ont pas suffisamment abordé les causes structurelles cumulatives de la crise alimentaire passée et actuelle, comme par exemple la distribution inéquitable des terres et des autres ressources productives, la discrimination à l'égard des femmes et la concentration du pouvoir par les sociétés agroalimentaires. Le rapport de l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) intitulé « L'état de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le monde - 2021 » (SOFI) a révélé une tendance inquiétante à l'augmentation du nombre de personnes souffrant de la faim depuis 2014, la pandémie de COVID-19 ayant considérablement augmenté ce chiffre. La pandémie de Covid-19 a dévoilé et aggravé les causes structurelles de la faim et de la malnutrition, et continuera probablement à renforcer substantiellement ces chiffres dans les années à venir<sup>3</sup>.

## La réforme du CSA est un point positif pour la gouvernance alimentaire mondiale

La réforme du Comité des Nations unies pour la sécurité alimentaire mondiale (CSA) en 2009 a été unique en ce qu'elle a tenté de reconnaître les causes structurelles des crises alimentaires et la nécessité de rechercher des solutions politiques par le biais de négociations politiques entre les pays, la sphère publique se chargeant de réglementer les activités du secteur privé en faveur de l'intérêt général. Depuis la réforme, le mandat du CSA est guidé par l'objectif de la réalisation du droit humain à une alimentation adéquate pour tous. Grâce à un processus de réforme inclusif sans précédent, le CSA est devenu le principal espace multilatéral pour une gouvernance alimentaire mondiale inclusive dans un cadre multilatéral des droits humains en donnant la parole en priorité aux acteurs les plus touchés par les politiques en discussion, tout en conservant la prise de décision finale par les gouvernements et en garantissant ainsi leur redevabilité<sup>4</sup>.

Le CSA est unique parmi les espaces multilatéraux en ce sens que la société civile, les mouvements sociaux et les peuples autochtones peuvent y participer directement à l'élaboration des processus politiques. Cette participation est auto-organisée par le biais du Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSCPA). Le MSCPA donne la priorité aux voix des personnes les plus touchées par la faim et l'insécurité alimentaire, organisées à travers 11 secteurs sociaux et 17 sous-régions dans le monde.

Le CSA est souvent qualifié de plateforme "multipartite", mais ce terme est trompeur. Bien que le CSA encourage la participation de tous les acteurs engagés dans la sécurité alimentaire et la nutrition (société civile, secteur privé, agences techniques, experts et procédures spéciales des Nations unies, et philanthropies), la prise de décision finale est entre les mains des États membres, ce qui souligne les rôles et responsabilités des gouvernements en tant que porteurs de devoirs. Compte tenu de ces éléments, il serait préférable de qualifier le CSA d'espace "multi-acteurs".

Malgré sa structure inclusive, d'importantes asymétries de pouvoir entre les États membres et d'autres acteurs du CSA sapent le multilatéralisme au sein du CSA, avec des implications plus larges. Au cours des deux dernières années, ces asymétries ont conduit à des résultats de processus politiques que le MSCPA n'a pas été en mesure de soutenir<sup>5</sup>. De manière alarmante, le MSCPA voit déjà comment cette tendance pourrait s'élargir via l'infiltration du CSA par les résultats et le suivi du Sommet UNFSS, poussant le CSA vers un modèle hybride d'espace multilatéral et multipartite, dominé dans son orientation et sa prise de décision par les entreprises et les intérêts du marché plutôt que par les États membres et l'intérêt public.

**Le CSA est devenu le principal espace multilatéral pour une gouvernance alimentaire mondiale inclusive dans un cadre multilatéral des droits humains en donnant la parole en priorité aux acteurs les plus touchés par les politiques en discussion, tout en conservant la prise de décision finale par les gouvernements et en garantissant ainsi leur redevabilité**

## Le contexte politique après la réforme du CSA et la promotion du multipartenariat

Une vision opposée au multilatéralisme inclusif tel qu'il est pratiqué au sein du CSA est élaborée depuis 2010 par le Forum économique mondial (WEF) dans le cadre de son Initiative de Redéfinition Mondiale (Global Redesign Initiative - GRI). Baptisé "multipartenariat", le cadre de la GRI propose de remplacer ce que les dirigeants du WEF considèrent comme un système multilatéral maladroit et inefficace par une série de "coalitions de personnes désireuses et capables" ('coalitions of the willing and able') chargées de s'attaquer aux problèmes mondiaux urgents. Chacune

de ces coalitions est dirigée par des entreprises qui sont présumées (par les participants du WEF) disposer du savoir-faire, de la capacité de gestion et des ressources nécessaires pour agir, mais qui n'ont pas la volonté ni les mécanismes nécessaires pour porter la responsabilité des résultats et conséquences de ces initiatives et décisions<sup>6</sup>. Ce changement proposé dans l'approche de la gouvernance peut être observé non seulement dans le domaine de l'alimentation, de l'agriculture et de la nutrition, mais aussi dans un éventail plus large de domaines<sup>7</sup>.

L'influence du secteur des entreprises sur l'élaboration des politiques publiques à huis clos ne date pas d'hier, et le concept de multipartenariat n'est pas nouveau. Ce qui est nouveau dans le multipartenariat épousé par le WEF, c'est que les entreprises font désormais officiellement partie du processus d'élaboration des politiques nationales, régionales et internationales et de leur gouvernance, ce qui leur donne une marge de manœuvre supplémentaire pour orienter les décisions dans le sens de leurs propres intérêts.

Le contexte politique mondial n'a cessé de se dégrader depuis l'époque de la réforme du CSA. Le pouvoir des entreprises dans les systèmes alimentaires et agricoles n'a cessé de croître, et la financiarisation transforme les aliments et les terres en objets de spéculation<sup>8</sup>. Dans le monde entier, on observe une tendance à la réduction de l'espace de la société civile et de l'ambition de défendre les droits humains. La primauté et la légitimité du secteur public sont de plus en plus menacées par la mainmise des entreprises sur les processus politiques et par un discours sur le développement qui attribue un rôle de premier plan aux investissements du secteur privé, tandis que le multilatéralisme est attaqué par un nationalisme populiste virulent et par un multipartenariat promu par le secteur des entreprises<sup>9</sup>.

Organisé en septembre 2021, le Sommet UNFSS est une référence en matière d'accapement par les entreprises et de multipartenariat<sup>10</sup>. Il s'inscrit parfaitement dans l'initiative GRI du WEF et est un exemple de ce que le Secrétaire général des Nations unies promeut comme étant un « multilatéralisme en réseau »<sup>11</sup>, ien qu'il se soit présenté de manière trompeuse comme un « Sommet des peuples ». Les premiers signes de l'accapement par le secteur des entreprises sont apparus clairement lorsque le CSA a été complètement ignoré dans le processus préparatoire du sommet (le CSA n'a été invité qu'après des pressions de la société civile) et que la présidente de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), le Dr Agnes Kalibata, a été nommée envoyée spéciale du sommet.

Dans le contexte de la nouvelle complexité de la crise alimentaire mondiale engendrée par la guerre en Ukraine, certaines institutions de l'ONU, des pays agro-exportateurs et des sociétés agro-industrielles ont affirmé

que l'augmentation des prix des denrées alimentaires n'était que le résultat d'une perte de production, alimentant une nouvelle poussée vers un productivisme accru et une industrialisation de l'alimentation et de l'agriculture. Ce récit repose sur une analyse biaisée qui - comme l'a fait le Sommet UNFSS - ignore un certain nombre de facteurs sous-jacents et structurels tels que la pandémie de COVID-19, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, la concentration du pouvoir dans les chaînes d'approvisionnement, la hausse des prix de l'énergie, l'augmentation des injustices sociales et de la pauvreté, ainsi que les catastrophes climatiques, exacerbés par la financiarisation de l'alimentation et de l'agriculture et la spéculation.

**Les systèmes alimentaires et agricoles n'a cessé de croître, et la financiarisation transforme les aliments et les terres en objets de spéculation.**

## Réactions et résistance de la société civile

Au cours des trois dernières décennies, on a assisté à la croissance d'un réseau de plus en plus solide, diversifié et articulé de petits producteurs alimentaires, de travailleurs et d'autres acteurs sociaux mal desservis par le système alimentaire mondialisé dirigé par les entreprises et qui plaident pour une transformation radicale des systèmes alimentaires et agricoles fondée sur la souveraineté alimentaire. Ces mouvements se sont résolument engagés dans la défense et la mise en place de systèmes d'approvisionnement alimentaire écologiquement et socialement durables et ancrés dans les territoires, que l'on a tendance à qualifier de « alternatifs », bien qu'ils génèrent près de 70 % de la nourriture consommée dans le monde.

Dans le climat actuel de concentration des entreprises et de nationalisme autoritaire, un nombre croissant de ces mouvements en quête de justice et d'équité mettent en avant les avantages de la gouvernance multilatérale, pour autant qu'elle puisse être mise au service de la défense de la sphère publique, des intérêts publics et des droits humains.

Après plusieurs tentatives infructueuses de réorienter le Sommet UNFSS vers un sommet démocratique et fondé sur les droits humains<sup>12</sup>, le MSCPA a décidé de rester en dehors du processus du sommet. Un certain nombre de mouvements sociaux et d'ONG se sont réunis pour contester le Sommet UNFSS sous la bannière d'une initiative unitaire « Réponse autonome des peuples au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires »<sup>13</sup>.



Grâce à ses processus régionaux dynamiques, la Réponse autonome des peuples a souligné le besoin urgent de reconnaître, mettre en œuvre et appliquer pleinement le droit humain à une alimentation adéquate par le biais des obligations des États et des agences des Nations unies dans le cadre de l'indivisibilité des droits humains. Elle a attiré l'attention sur la vision de la gouvernance inclusive ancrée dans le CSA, qui doit être défendue, revitalisée et étendue. Les participants à la Réponse autonome des peuples ont réaffirmé la centralité de la sphère publique en tant qu'espace légitime et responsable, chargé de fixer des règles pour encadrer les actions du secteur privé et de veiller à ce que ces règles soient respectées<sup>14</sup>. Ces efforts ont été soutenus par un large éventail d'universitaires et de chercheurs qui se sont également opposés au sommet<sup>15</sup>.

Un certain nombre de mouvements sociaux et d'ONG se sont réunis pour contester le Sommet UNFSS sous la bannière d'une initiative unitaire « Réponse autonome des peuples au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires »

## II. PRINCIPALES MENACES DÉCOULANT DU SOMMET UNFSS ET AYANT UN IMPACT SUR LA GOUVERNANCE ALIMENTAIRE À PLUSIEURS NIVEAUX

Le Sommet UNFSS s'est tenu en septembre 2021 et le processus de suivi consiste à intégrer et à institutionnaliser ses résultats dans les agences de gouvernance alimentaire basées à Rome, ainsi que dans les processus nationaux et régionaux et les diverses coalitions multipartites. Ce processus se déroule en dépit de l'absence de toute décision intergouvernementale en ce sens (voir la section 3 pour plus de détails sur le suivi du Sommet UNFSS). **Dans cette section, nous présentons les principales menaces pour la gouvernance alimentaire découlant du Sommet UNFSS et de son suivi :**

### MENACES DÉCOULANT DU SOMMET UNFSS SUR LA GOUVERNANCE ALIMENTAIRE

Promeut la **gouvernance multipartite** au détriment du multilatéralisme et des droits humains.



Le multipartenariat brouille les distinctions entre l'intérêt public et le profit privé, entre les droits humains et les intérêts des entreprises.

Les résultats **dissoudront la responsabilité** des acteurs étatiques et non étatiques.



Les États ne peuvent pas être tenus responsables des actions qu'ils mènent, ou ne mènent pas, parce qu'ils ne se sont pas officiellement engagés à prendre des mesures particulières.

Les concepts de durabilité font l'objet d'interprétations **favorables aux entreprises**.



Cela crée des obstacles supplémentaires à l'acceptation et au soutien des politiques pour de véritables solutions à la transformation des systèmes alimentaires.

Promeut une vision de la transformation des systèmes alimentaires qui **sert les intérêts des entreprises**.

Le Sommet UNFSS s'appuie sur une compréhension limitée des systèmes alimentaires. Il promeut une approche de la transformation des systèmes alimentaires favorable aux entreprises qui maintient le statu quo de la domination du marché.

# 1 Le Sommet UNFSS promeut la gouvernance multipartite au détriment du multilatéralisme et des droits humains.

Le Sommet UNFSS a renforcé et consolidé l'influence des entreprises sur la gouvernance alimentaire mondiale, visant à remplacer le multilatéralisme par le multipartenariat.

Parmi les principes fondamentaux du multilatéralisme, il est entendu que les États dirigent les processus de délibération et de prise de décision, et que les acteurs non étatiques sont réglementés dans l'intérêt public et ont des rôles et des responsabilités clairement définis. Le fait que les États soient sans équivoque les décideurs dans les processus multilatéraux signifie qu'ils peuvent être tenus pour responsables de leurs décisions, sont soumis à l'obligation démocratique de rendre des comptes, en particulier dans un cadre de droits humains dans lequel les États sont considérés comme des porteurs de devoirs.

Le multipartenariat, quant à lui, implique que tous les acteurs d'un processus ont une voix égale, mais sans identification des rôles, des responsabilités et des déséquilibres de pouvoir entre eux, de sorte que les acteurs les plus puissants dominent inévitablement le processus décisionnel. Dans le présent contexte, les États ne sont pas les décideurs et la notion de responsabilité disparaît. Le multipartenariat brouille les distinctions entre l'intérêt public et le profit privé, entre les droits humains et les intérêts des entreprises, et permet à ces dernières de dominer la prise de décision sur des questions de développement cruciales tout en échappant

à la responsabilité juridico-matérielle de leurs opérations et des conséquences des décisions prises dans un cadre multipartenarial.

Une question clé pour les acteurs de la société civile est de savoir s'il faut participer à ces processus asymétriques pour tenter de les influencer de l'intérieur, ou rester à l'extérieur, ne pas accorder de légitimité à ces processus et se prémunir contre la cooptation.

Les résultats du Sommet UNFSS écartent volontairement les institutions multilatérales inclusives existantes. Les actions de suivi du Sommet UNFSS fortement médiatisées tendent à occuper la scène de la gouvernance alimentaire mondiale, éclipsant les espaces existants, tels que le CSA, où les décisions sur la transformation des systèmes alimentaires sont prises en toute légitimité. Cela est d'autant plus vrai pour le CSA qu'il a déjà été la cible, pendant plusieurs années, d'attaques de la part de puissants intérêts économiques et de pays exportateurs de produits de base qui voudraient minimiser l'autorité de ses délibérations inclusives et fondées sur les droits humains. L'ampleur et la visibilité des actions de suivi du Sommet UNFSS créent l'impression - pour les États membres et pour les institutions et forums multilatéraux tels que le CSA - qu'ils doivent participer sous peine de perdre leur pertinence, ce qui force leur main quand il s'agit de décider de s'impliquer.

*L'expansion du multipartenariat dans la gouvernance mondiale va affaiblir, marginaliser et peut-être même délégitimer le multilatéralisme tel qu'il est incarné dans le système des droits humains des Nations unies, ainsi que dans les organismes et programmes internationaux ayant une forte approche fondée sur les droits, comme le CSA, l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ONU Femmes et le HCDH. Cela réduira l'efficacité des espaces politiques qui cherchent à s'attaquer aux multiples crises interdépendantes et croisées et qui veulent faire avancer les réformes systémiques orientées vers le renforcement du secteur public et des institutions et initiatives communautaires.*

*Dominées par les entreprises, les initiatives multipartites en matière de gouvernance mondiale favoriseront l'accord des États membres pour une plus grande libéralisation économique et financière, des marchés néolibéraux et un "accès préférentiel" des sociétés transnationales (STN) à l'élaboration des politiques. Non seulement les sociétés transnationales pourront ainsi consolider leur pouvoir au sein du système des Nations unies, mais, ce qui est tout aussi grave, le mandat, l'indépendance, l'impartialité et l'efficacité de l'ONU à demander des comptes aux entreprises seront davantage sapés<sup>16</sup>.*

*L'expérience passée des initiatives multipartites montre comment les STN peuvent utiliser leur pouvoir financier et leur accès politique pour diviser, polariser et coopter les organisations de la société civile, les mouvements sociaux et les communautés affectées, en particulier face à l'autoritarisme croissant des États. L'expansion du modèle multipartite du Sommet UNFSS diminuera la participation politique significative et l'autodétermination des communautés marginalisées en matière de défense de leurs droits.*

*En l'absence d'un multilatéralisme solide fondé sur les droits humains et de la pression de la société civile et des mouvements sociaux, la tendance actuelle des États à renoncer à un pouvoir réglementaire contraignant sur les entreprises et le capital financier sera renforcée, et les asymétries de pouvoir dans les systèmes alimentaires et dans la gouvernance des systèmes alimentaires seront exacerbées.*



**Le multipartenariat brouille les distinctions entre l'intérêt public et le profit privé, entre les droits humains et les intérêts des entreprises, et permet à ces dernières de dominer la prise de décision sur des questions de développement cruciales tout en échappant à la responsabilité juridico-matérielle de leurs opérations.**

## **2 Les résultats du Sommet UNFSS entraîneront des tensions entre les gouvernements et dissoudront la responsabilité des acteurs étatiques et non étatiques.**

L'absence de processus intergouvernementaux avant et pendant le sommet, et donc les résultats non négociés du sommet, indiquent que le Sommet UNFSS n'a pas débouché sur des stratégies et des orientations cohérentes et convenues au niveau multilatéral pour la transformation des systèmes alimentaires. Au contraire, les résultats du sommet sont peu clairs, voire contradictoires : par exemple, la coalition menée par les États-Unis sur la croissance durable de la productivité est contraire à la stratégie « Farm2Fork » de l'UE. Cela montre l'absence de consensus entre les États membres, ce qui a un impact négatif sur les processus multilatéraux, comme cela est déjà apparu lors de la récente plénière du CSA en octobre 2021<sup>17</sup>.

Les résultats non négociés du sommet impliquent également que les gouvernements peuvent choisir les actions qu'ils veulent entreprendre. Cela entraînera une fragmentation et une dissolution de la responsabilité : les États ne peuvent pas être tenus responsables des actions qu'ils mènent, ou ne mènent pas, parce qu'ils ne se sont pas officiellement engagés à prendre des mesures particulières. De même, les initiatives de suivi du sommet dépendront des opportunités et des ressources que les "coalitions d'action" peuvent offrir aux gouvernements, renforçant ainsi le pouvoir de ceux qui peuvent financer et influencer ces coalitions.

*Les divergences et les controverses entre les États membres qui sont apparues au cours du processus du Sommet UNFSS auront des répercussions négatives sur les institutions multilatérales et le processus décisionnel. L'absence d'accords négociés au niveau multilatéral permettra aux gouvernements et aux sociétés transnationales de mettre en œuvre des coalitions d'action sans transparence, sans responsabilité et sans prise en compte adéquate des demandes des populations.*

## **3 Le Sommet UNFSS promeut une vision de la transformation des systèmes alimentaires qui sert les intérêts des entreprises et renforce la concentration du pouvoir des entreprises et des pays riches.**

Grâce au Sommet UNFSS, l'attention portée aux systèmes alimentaires a pris de l'importance dans le discours sur la gouvernance alimentaire mondiale. L'approche des systèmes alimentaires porte en elle-même le potentiel d'une transformation profonde et systémique dans la manière dont nous produisons, consommons, partageons, échangeons, préparons et éliminons les aliments, mais à condition qu'elle soit basée sur une compréhension de l'alimentation en tant que droit humain et sur les nombreux objectifs publics des systèmes alimentaires. Cependant, le Sommet UNFSS s'appuie sur une compréhension limitée des systèmes alimentaires. Il promeut une approche de la transformation des systèmes alimentaires favorable aux entreprises qui maintient le statu quo de la domination du marché.

La manipulation politique des données issues de la recherche scientifique constitue un mécanisme important pour façonner et promouvoir la vision du Sommet UNFSS. Dans la période précédant le sommet, le groupe scientifique du Sommet UNFSS a présenté une version étroite et excluante de la science comme base de l'élaboration des politiques, favorisant les technologies de la révolution verte, la biotechnologie, le big data et les chaînes de valeur mondiales. Il a ainsi légitimé les soi-disantes « savoir d'experts » et la science « indépendante » financée par les sociétés agroalimentaires, ignorant les conflits d'intérêts et l'économie politique des différentes formes de connaissances.

La vision du Sommet UNFSS en matière de transformation des systèmes alimentaires met l'accent sur l'action par le biais de partenariats public-privé dans lesquels les financements publics et les changements de politique créent un « environnement favorable » aux investissements des entreprises - sans lesquels, suppose-t-on, aucune solution à la faim ne peut être trouvée. Cette vision met en avant une soi-disante efficacité des innovations technologiques et des solutions axées sur le marché pour stimuler la croissance économique, vision contredite par les preuves de l'augmentation constante des inégalités au sein des pays et entre eux.

*Le Sommet UNFSS avance une vision centrée sur le secteur des entreprises de la transformation des systèmes alimentaires plutôt qu'une vision basée sur les droits humains et l'intérêt public comme le réclament la société civile et les mouvements sociaux. Cette vision considère de manière limitée les systèmes alimentaires à une simple extension du modèle de chaîne de valeur mondiale qui a dominé les politiques agricoles au cours des dernières décennies, et consolide les modèles actuels d'investissement dans les systèmes alimentaires industriels, y compris l'accélération de la numérisation des systèmes alimentaires, l'agriculture à haut niveau d'intrants, et les (fausses) solutions de durabilité axées sur le marché et la technologie. Cette vision perpétuera la marginalisation des petits fournisseurs d'aliments, l'exploitation non-durable des ressources naturelles et la promotion de régimes alimentaires malsains et non durables. Elle renforcera la dépendance à l'égard des chaînes de valeur mondiales et des sociétés transnationales au lieu de construire des systèmes alimentaires locaux résilients, capables de rester stables en cas de crise.*

*L'accent mis sur les chaînes de valeur mondiales et les solutions axées sur le marché pour relever les graves défis auxquels le monde est confronté ne fera que renforcer le mépris actuel pour les asymétries de pouvoir et les économies politiques dans l'élaboration des politiques et des investissements. Cela conduira à son tour à une sous-estimation des réformes de gouvernance qui sont nécessaires pour garantir la responsabilité démocratique et protéger les espaces publics des conflits d'intérêts.*

*La vision du Sommet UNFSS sera soutenue et justifiera la mise en place d'une interface science et politique (Science Policy Interface - SPI) oeuvrant parallèle, qui légitimera un récit et un cadre plaçant les entreprises, le secteur privé et les marchés au cœur des stratégies de lutte contre la faim, la malnutrition, le changement climatique et les crises économiques. Cette interface écartera des instances scientifiques comme le groupe d'experts de haut niveau (HLPE) du CSA, qui reconnaît la diversité des systèmes alimentaires, la pluralité des systèmes de connaissances et des preuves, ainsi que les dimensions sociales et politiques de la science, de la technologie et de la connaissance.*

## **4 Les concepts de durabilité font l'objet d'interprétations favorables aux entreprises, ce qui empêche leur véritable potentiel de transformation.**

Le Sommet UNFSS légitime la cooptation des concepts de durabilité développés et défendus par les mouvements sociaux et la société civile. Le plus important de ces concepts est l'agroécologie, car les entreprises agroalimentaires retirent certaines pratiques agronomiques de l'approche agroécologique holistique et les reconditionnent en tant que « marques » particulières d'agroécologie, aliénant le concept même d'agroécologie de ses contextes sociaux, culturels, écologiques et politiques. De même, les propositions de haute technologie, conçues par les entreprises et favorables au marché, pour la production agricole et la lutte contre le changement climatique sont présentées comme étant positives pour la nature ou comme des solutions « basées sur la nature »<sup>18</sup>. Cela crée des obstacles supplémentaires à l'acceptation et au soutien des politiques pour de véritables solutions à la transformation des systèmes alimentaires.

*La cooptation des concepts de durabilité, ainsi que des systèmes de connaissances et des innovations des fournisseurs d'aliments à petite échelle et de leurs organisations, neutralise les demandes croissantes de transformation radicale des systèmes alimentaires, dont le besoin est urgent. Elle crée une légitimité pour le « écoblanchiment » (greenwashing) et le « bluewashing » (habillage onusien) des entreprises, et dissimule l'exploitation continue de la nature et des personnes à travers un jargon technique et des étiquettes trompeuses. Elle marginalise et menace des générations de travail des communautés de base et des mouvements sociaux dans le développement de concepts tels que la souveraineté alimentaire et l'agroécologie qui reflètent leurs expériences vécues, ainsi que leurs connaissances et pratiques dynamiques et enracinées dans le terrain.*

### **III. RÉSULTATS ET SUIVI DU SOMMET UNFSS**

En raison des contre-mobilisations massives de la société civile à l'approche du sommet, une grande attention a été portée sur l'illégitimité de la structure et des processus du Sommet UNFSS. Aujourd'hui, au lendemain du sommet, la stratégie des organisateurs et des partisans du Sommet UNFSS est flagrante, visant à ignorer les controverses passées et à légitimer l'ordre du jour du sommet, dominé par les entreprises.

Le Sommet UNFSS n'a pas pris fin le 23 septembre 2021. Ses résultats seront reproduits dans différents espaces et plateformes internationaux, régionaux et nationaux. Les entreprises, qui sont désormais reconnues par l'ONU dans les instances internationales, utilisent déjà leur influence financière et politique pour intégrer leurs propositions dans les programmes et initiatives officiels. Afin de suivre les progrès de la mise en œuvre des "résultats" du sommet, le

Secrétaire général des Nations unies soumettra un rapport annuel au Forum politique de haut niveau des Nations unies (HLPF) et organisera un événement de Suivi et Bilan tous les deux ans jusqu'en 2030.

Le suivi du Sommet UNFSS comprend la poursuite de son infrastructure antérieure, ce qui entraîne la création de structures parallèles au sein du système des Nations unies, lesquelles représentent un changement majeur dans la gouvernance alimentaire mondiale : le secrétariat du Sommet UNFSS passe au centre de coordination basé à la FAO (voir ci-dessous) ; les anciens chefs de file du volet d'action ont mis sur pied un nouveau « Consortium pour l'avenir de l'alimentation » qui aura pour mandat de convaincre et d'aider les États membres à mettre en œuvre les résultats du Sommet UNFSS ; le groupe scientifique sera maintenu (voir ci-dessous) et l'engagement de la société civile sera maintenu par différents canaux. Il est important de noter que ces changements sont mis en œuvre malgré l'absence de décisions intergouvernementales sur les mécanismes et processus de suivi du sommet.

## Le Centre de coordination<sup>19, 20</sup>

Le Centre (« Hub ») de coordination est le mécanisme central permettant de poursuivre le Sommet UNFSS et de faire progresser son récit et ses résultats, puisqu'il succède au secrétariat du Sommet UNFSS. Il empiètera sur les fonctions clés du CSA tout en coordonnant les processus politiques. Bien que les dirigeants du Sommet UNFSS aient affirmé que le Sommet UNFSS ne créerait pas de structures parallèles, il est difficile de voir le centre de coordination autrement.

Le Centre sera dirigé par le Secrétaire général des Nations Unies et le Directeur général de la FAO. Son personnel sera composé de représentants détachés des six agences, fonds ou programmes des Nations unies et sa supervision incombera à un groupe de pilotage composé des directeurs des agences basées à Rome (ABR), du Bureau de coordination du développement (DCO) et du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) en tant que Présidence initiale d'une équipe spéciale des Nations unies<sup>21</sup>.

Le Centre est un exemple clair du passage du système intergouvernemental à un mécanisme dirigé par un secrétariat au niveau des agences techniques des Nations unies. Normalement, les secrétariats des agences des Nations unies fournissent un soutien technique et opérationnel pour mettre en œuvre les politiques et les programmes décidés par les États membres, et ils rendent compte à l'organe intergouvernemental qui les a mandatés. Il n'existe aucun mécanisme intergouvernemental de contrôle politique du travail de la plate-forme. Cela revient à réduire la transparence et la responsabilité des actions qui sont entreprises.

En outre, l'hébergement du centre par la FAO est particulièrement inquiétant compte tenu de l'orientation prise par la FAO ces dernières années, avec son ouverture à l'engagement du secteur privé, comme le stipule le Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO et sa nouvelle stratégie d'engagement avec le secteur privé. Un exemple est son partenariat avec l'organisation « CropLife International ».

## Coalitions d'action

Au cœur des résultats du sommet se trouvent les Coalitions d'action, qui sont des alliances multipartites autour de différents thèmes, créées de manière opaque avant, pendant et après le sommet<sup>22</sup>.

Les coalitions reflètent les défauts structurels de l'organisation du Sommet : manque de participation significative des petits producteurs alimentaires, des mouvements sociaux et des gouvernements ; manque d'ancrage dans le cadre international des droits humains ; et influence excessive du secteur des entreprises. Par exemple, la [Coalition for Better Data Better Decisions for Nature-Positive Production](#) (lien en anglais) compte le WEF parmi ses membres et a suscité l'intérêt d'Unilever et de Google. La coalition [«The True Value of Food Initiative»](#) (lien en anglais) bénéficie du soutien de Rabobank et de la Fondation Rockefeller.

On ne sait pas très bien comment ces coalitions vont agir, à qui elles doivent rendre des comptes et comment leurs résultats seront évalués. Un document Foire aux Questions (FAQ) indique que les membres de la coalition (acteurs étatiques et non étatiques) sont censés assurer de manière indépendante le suivi, l'établissement de rapports et la mobilisation de ressources pour la mise en œuvre des activités prévues<sup>23</sup>.

Ce qui est clair cependant, c'est que de puissants acteurs du monde de l'entreprise ont orchestré les coalitions : beaucoup d'entre elles peuvent être rattachées à des initiatives antérieures du WEF qui vont maintenant fournir des solutions issues du secteur privé sous le couvert de programmes approuvés par l'ONU. Les suites du Sommet UNFSS montrent que le Sommet UNFSS a fourni un espace de convergence pour un certain nombre d'initiatives orientées vers le marché qui existaient déjà, du moins en partie.

## Le Groupe scientifique

Le Groupe scientifique, sous la direction de Joachim von Braun, reste en place en tant que moteur clé pour les actions de suivi, soutenant les arguments et récits favorables aux entreprises et canalisant les fonds de



recherche pour l'agriculture industrielle. Il met l'accent sur l'innovation, les technologies et les investissements propriétaires, valorise les entreprises en tant que détentrices de solutions (jamais en tant que créatrices de problèmes) et tourne en dérision ceux qui ne soutiennent pas le génie génétique et les technologies numériques de pointe, en les qualifiant de « attardés ». Le Groupe soutient que ce dont les populations vulnérables, en particulier les femmes, les enfants et les peuples autochtones, ont besoin c'est d'un accès à la technologie plutôt que du respect et de la protection de leurs droits.

## Initiatives nationales et preuves de l'accaparement par les entreprises sur le terrain

Une dimension particulièrement importante des résultats du Sommet UNFSS est la mise en œuvre des propositions des coalitions d'action et d'autres initiatives inspirées du Sommet UNFSS au niveau national. Si le langage des plates-formes/initiatives multipartites est vague en termes de responsabilités, d'obligations et de reddition des comptes, l'expérience passée montre que les actions proposées doivent s'inscrire dans des contextes nationaux, géographiques, démographiques et sectoriels particuliers pour se présenter comme des résultats fructueux.

Compte tenu de l'orientation pro-entreprise, pro-marché et pro-haute technologie des processus et contenus antérieurs du Sommet UNFSS, il y a tout lieu de penser que les Initiatives nationales de mise en œuvre des résultats du Sommet UNFSS faciliteront encore d'avantage l'accaparement par les entreprises des systèmes alimentaires locaux-nationaux et de la gouvernance des systèmes alimentaires à plusieurs niveaux. Les secteurs où cela est déjà évident sont les

investissements agricoles, l'agroécologie, la nutrition (et l'enrichissement des aliments<sup>24</sup>), les marchés carbone, les organismes génétiquement modifiés (OGM) et les plateformes numériques liées à l'alimentation.

Il est essentiel que les mouvements sociaux, la société civile et les universitaires qui ont participé à la Réponse autonome des peuples au Sommet UNFSS surveillent la manière dont les résultats du Sommet UNFSS se concrétisent dans nos territoires, secteurs et domaines de travail.

Nous devons rassembler des preuves sur la façon dont ces résultats influent la recherche, les récits et les approches liés à l'alimentation, comment ils influencent les politiques, la réglementation, la responsabilité des entreprises et de l'État, ainsi que leurs impacts cumulatifs sur les droits et l'agentivité des peuples, la durabilité et nos luttes pour construire des systèmes alimentaires basés sur les droits humains, démocratiques et ancrés dans les territoires.

## RÉSULTATS ET SUIVI DU SOMMET UNFSS

**Le Sommet UNFSS n'a pas pris fin le 23 septembre 2021. Ses résultats seront reproduits dans différents espaces et plateformes internationaux, régionaux et nationaux.**

### Centre de coordination

Est le mécanisme central permettant de poursuivre le Sommet UNFSS et de faire progresser son récit et ses résultats

### Coalitions d'action

Sont des alliances multipartites autour de différents thèmes, créées de manière opaque avant, pendant et après le sommet.



### Le Groupe scientifique

Moteur clé pour les actions de suivi, soutenant les arguments et récits favorables aux entreprises et canalisant les fonds de recherche pour l'agriculture industrielle

### Initiatives nationales et preuves de l'accaparement par les entreprises sur le terrain

Résultats faciliteront encore d'avantage l'accaparement par les entreprises des systèmes alimentaires locaux-nationaux et de la gouvernance des systèmes alimentaires à plusieurs niveaux.

**Il est essentiel que les mouvements sociaux, la société civile et les universitaires qui ont participé à la Réponse autonome des peuples au Sommet UNFSS surveillent la manière dont les résultats du Sommet UNFSS se concrétisent dans nos territoires, secteurs et domaines de travail.**

## RÉFÉRENCES

- 1 McKeon, N. Global Food Governance. 2021. Development 64, 172–180. <https://doi.org/10.1057/s41301-021-00326-9>
- 2 Voix des Communautés: de la COVID-19 à la transformation radicale de nos systèmes alimentaires "<https://www.csm4cfs.org/fr/MSCPA-global-synthesis-report-covid-19/>; Genre, COVID-19 et systèmes alimentaires : impacts, réponses communautaires et demandes de politiques féministes: <https://www.csm4cfs.org/fr/MSCPA-women-report-covid-19/>; et La jeunesse exige une transformation radicale de nos systèmes alimentaires <https://www.csm4cfs.org/fr/MSCPA-youth-policy-declaration-covid-19/>
- 3 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. 2021. L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021. Rome.
- 4 McKeon, Nora. 2011. Global Governance for World Food Security: A scorecard four years after the eruption of the 'food crisis'. Heinrich Böll Stiftung.
- 5 Voir le positionnement du MSCPA en ce qui concerne les [Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition](#) et les [Recommandations politiques sur les approches agroécologiques et autres approches novatrices](#).
- 6 Gleckman, Harris. 2018. Multistakeholder Governance and Democracy: A Global Challenge. Taylor & Francis Ltd.
- 7 Voir le groupe de travail populaire sur le multipartenariat. (People's Working Group on Multistakeholderism) 2021. The great Takeover. Mapping of Multistakeholderism in Global Governance . <https://www.tni.org/en/publication/the-great-takeover> <https://www.tni.org/en/publication/the-great-takeover>
- 8 Sonkin, Flora. 2020. Recipe for disaster: The IMF and World Bank's role in the financialisation of food and agriculture. The Bretton Woods Observer, Spring 2020. <https://www.brettonwoodsproject.org/2020/04/recipe-for-disaster-the-imf-and-world-banks-role-in-the-financialisation-of-food-and-agriculture/WW>
- 9 McKeon, Nora. 2018. Global Food Governance. Between corporate control and shaky democracy. Development and Peace Foundation. <https://www.sef-bonn.org/en/publications/global-governance-spotlight/22018.html>  
  
Michèle, Laura, Prato, Stefano et Rundall, Patti. 2019. Cuando el sol proyecta una sombra. Los riesgos para los derechos humanos de las asociaciones de múltiples partes interesadas: el caso de la iniciativa para el fomento de la nutrición (SUN). [https://www.fian.org/files/files/WhenTheSunCastsAShadow\\_Sp\(1\).pdf](https://www.fian.org/files/files/WhenTheSunCastsAShadow_Sp(1).pdf)
- 10 Groupe de liaison de la réponse autonome au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. 2021. Exposing corporate capture of the UN Food Systems Summit through multistakeholderism. <https://www.foodsystems4people.org/multistakeholderism-report/>
- 11 Secrétaire général des Nations Unies, 2021. Our common agenda. <https://www.un.org/en/un75/common-agenda>
- 12 Voir, par exemple, la [lettre cosignée par 500 organisations adressée directement au Secrétaire général des Nations Unies \(en anglais\) dès 2020](#) ; et une lettre du MSCPA adressée au président du CSA en mars 2021.
- 13 <https://www.foodsystems4people.org/?lang=es>.
- 14 Lisez la déclaration: Non à la mainmise des multinationales sur le système alimentaire -Oui, à la souveraineté alimentaire: <https://www.csm4cfs.org/wp-content/uploads/2021/09/Declaration-FR.pdf>, signée par plus de 1000 organisations et individus: <https://www.foodsystems4people.org/signatories-declaration/#sec-399b>
- 15 <https://agroecologyresearchaction.org/scientists-boycott-the-2021-un-food-systems-summit/>
- 16 <https://www.globalpolicy.org/en/publication/fit-whose-purpose>
- 17 <https://www.csm4cfs.org/es/seguimiento-de-la-cumbre-sobre-sistemas-alimentarios-la-division-reina-en-el-comite-de-seguridad-alimentaria-mundial-de-la-onu/>.
- 18 <https://focusweb.org/257-groups-say-no-to-nature-based-solutions/>
- 19 Les dernières informations relatives au Centre à partir d'avril 2022, y compris sa structure préliminaire, sont disponibles ici : <https://www.fao.org/3/ni483e/ni483e.pdf>.
- 20 Un organigramme antérieur et de plus amples informations sur le centre à partir de novembre 2021 peuvent être consultés (en anglais) ici: <https://www.fao.org/3/ng896en/ng896en.pdf>
- 21 La présidence du groupe de travail des Nations Unies sera assurée à tour de rôle par les agences des Nations Unies intéressées ayant des liens étroits avec le travail du centre (voir point 6): <https://www.fao.org/3/ni483e/ni483e.pdf>
- 22 Liste initiale des coalitions d'action, publiée juste après la tenue du sommet [https://foodsystems.community/?attachment=11381&document\\_type=document&download\\_document\\_file=1&document\\_file=779](https://foodsystems.community/?attachment=11381&document_type=document&download_document_file=1&document_file=779) Coalitions d'action sur le site du Sommet UNFSS : <https://foodsystems.community/coalitions/>
- 23 UNFSS, 2021, FAQ Coalitions of action in the UNFSS: [https://foodsystems.community/?attachment=11382&document\\_type=document&download\\_document\\_file=1&document\\_file=780](https://foodsystems.community/?attachment=11382&document_type=document&download_document_file=1&document_file=780)
- 24 <https://www.tbsnews.net/features/panorama/mandatory-fortification-not-solution-malnutrition-305908>



**FOOD SYSTEMS  
4 PEOPLE**  
Mai 2022